

Dossier

Tribune de discussion



Vos luttes dans la région

Assedic : 13 novembre

Vie syndicale

Élections santé

Travailleurs handicapés

Forum santé-travail

informations

N°150 • OCTOBRE 2003

Dossier

• Tribune discussion

Editorial **2**

A la une **3**

- emploi industriel

Vos luttes dans la région **4**

- Assedic
- Trésor
- GIAT
- Fortech

Dossier **5/8**

- développement industriel
- syndicalisme et territoires
- services publics
- solidarités

Vie syndicale **9**

- Elections santé
- cgt 1ère organisation

Travailleurs Handicapés **10**

- déclaration annuelle

Brèves **11**

- Gers
- Institut régional du Travail
- carnet noir
- soirée fraternelle



Bourse du Travail
19, place Saint-Sernin
BP 7094
31070 Toulouse cedex 7
Prix : 1 • N°150 • Octobre 2003
N° d'inscription à la CP 579 D73

Directrice de la Publication :
Martine Bernard
Tél. 05 61 23 35 52
Fax 05 61 21 06 67
e-mail : cgt.crmp@wanadoo.fr
Crédit photos : Jean-Philippe ARLES

Imprimé par Midi-Pyrénées Impression

Edito



Lorsque vous lirez ces lignes nous serons à quelques jours de l'ouverture des travaux de notre 9ème conférence régionale. Comme chacun-e le constate, elle se tient dans un contexte lourds d'enjeux pour les salariés-es et populations de Midi-Pyrénées. Ils donnent une plus grande force aux questions qui vont traverser nos travaux tant elles sont liées à leur quotidien.

La responsabilité du syndicalisme cgt en région est immense pour répondre aux attentes sociales et construire les réponses et propositions qui montrent qu'un autre avenir est possible!

Nous voulons combattre le fatalisme face à l'annonce de milliers de suppressions d'emplois dans notre région, et le supposé déclin industriel de notre territoire?

Nous voulons, ensemble, engager à la fois la riposte aux mauvais coups, et agir pour que nos propositions de développement économique et de plein emploi s'imposent.

Nous voulons dépasser le chacun-e chez-soi qui défend son bout de territoire et travailler inlassablement à construire les solidarités et convergences de luttes indispensables pour imposer des choix de progrès social et humain. Nous voulons, pour y parvenir identifier les obstacles qui nous handicapent, les surmonter. Nous avons une diversité d'expériences à échanger comme l'a montré la préparation de la conférence et nous voulons nous donner les moyens de mieux travailler ensemble organisations professionnelles et interprofessionnelles, gage d'un syndicalisme réellement solidaire!

Telles sont nos ambitions au moment où s'ouvrent nos travaux!

Martine BERNARD
secrétaire régionale

emploi industriel



Il n'y a pas de fatalité au déclin industriel en Midi-Pyrénées !

Le 8 octobre, à l'appel de la cgt, de nombreuses initiatives se sont déroulées partout en France, pour l'emploi au moment où le Medef voulait obtenir un accord des syndicats entérinant de nouveaux reculs sociaux face aux restructurations.

En Midi-Pyrénées cette journée d'action a pris une certaine dimension face à une nouvelle dégradation brutale de l'emploi.

A PAMIERS

■ plus de **500** personnes se sont mobilisées au moment où le patronat tente de supprimer de nouveaux emplois comme à FORTECH où 158 emplois sont menacés.

De nouvelles mobilisations ont lieu dans les départements de Midi-Pyrénées:

A CASTRES

■ **1000** personnes ont manifesté le 22 octobre à l'appel de la cgt pour défendre l'emploi dans le bassin, celui de la COMAU où 177 emplois sont également menacés.

A TARBES

■ **2500** personnes ont manifesté le 25 octobre à l'appel de toutes les unions départementales et "**pour un avenir industriel dans les Hautes Pyrénées**". Cette initiative et la dimension interpro donnée

est le résultat de la bataille de l'ud cgt pour construire des convergences entre les différentes entreprises du département concernées, elles aussi, par les problèmes d'emploi ainsi que les différents services publics. Elle permet de donner à l'action pour l'emploi dans les Hautes-Pyrénées une dimension qui porte plus loin, qui pose les questions de l'avenir et qui aboutit à ce que chacun-e à partir de sa réalité vécue se sente engagé-e dans cette bataille.

ASSEMBLEE REGIONALE POUR L'EMPLOI

14 novembre 2003
Mondonville

Compte tenu de la situation de l'emploi dans notre région il est urgent de réfléchir ensemble autour de la conception d'une véritable bataille pour l'emploi qui fasse reculer l'idée de fatalité du

déclin de l'emploi industriel dans notre région. Ces questions sont au cœur de la démarche de la Confédération qui a décidé de donner un prolongement en région aux initiatives du 8 octobre.

Dans ce cadre le Comité Régional a pris la décision de tenir une assemblée régionale pour l'emploi industriel le 14 novembre en ciblant les syndicats concernés, les Ud, les professions, les élus et mandatés régionaux (Assedic - formation)..

Cette initiative si elle correspond à une attente doit nous permettre de dépasser le seul constat pour construire de véritables propositions alternatives en région, c'est donc un travail qui s'inscrit dans la durée et qui nécessite de travailler les conditions du rapport de forces en région pour que nos propositions, celles des salariés s'imposent.

Cette initiative trouvera des prolongements avec le débat engagé dans le cadre de la conférence régionale sur le thème **emploi et territoires** et les pistes d'action qui seront engagées ■

**2500 à
TARBES
25/10/03**



13 novembre assedic: se mobiliser...

Le Conseil d'administration de l'UNEDIC se réunit le 13 novembre pour renouveler ses instances. En Midi-Pyrénées bien que les administrateurs soient désignés, pour la cgt **M.Marty** (UD81), **G.Saint-Aubain, D.Dosso** (UD31), **D.Alvarez** (UD65), l'Assedic tarde à installer le nouveau conseil d'administration

La situation faite aux chômeurs et la colère qui monte n'est sans doute pas étrangère à cette situation. En effet des milliers de chômeurs ont découvert, par un cour-

rier banalisé que leur durée d'indemnisation allait être réduite, d'autres bénéficiant de l'allocation spécifique de solidarité vont se retrouver au RMI. En Midi-Pyrénées malgré les demandes faites par nos administrateurs, il est difficile d'avoir une vision exacte du nombre de privés d'emplois concernés par ces mesures. En effet la direction de l'Assedic a manœuvré en diffusant les courriers par petites vagues afin d'éviter les réactions



et refuse de communiquer les chiffres exacts. Loin d'une bataille de chiffres des milliers d'hommes et de femmes seront encore plus démunis. C'est pourquoi la riposte s'organise la cgt présente devant les ANPE, ASSEDIK de notre région fait signer la pétition nationale. Le 13 novembre sera l'occasion d'un déploiement encore plus important de toute la CGT ■

Trésor

Les agents du Trésor et des Impôts avaient répondu à l'appel de leurs syndicats cgt à se rassembler le 23 octobre lors de la venue du Directeur Général de la Comptabilité Publique Nationale venu expilquer aux cadres des Finances la stratégie du gouvernement en matière de gestion des services publics. Cette stratégie se traduit dans notre région par la fermeture annoncée de recettes du trésor public et suscite, bien entendu la colère des personnels comme des usagers. Devant le personnel qui l'interpellait le directeur général n'a pas hésité à revendiquer publiquement la suppression d'emplois publics, la flexibilité, la rentabilité, les plans d'objectifs gages selon lui de l'efficacité et de la modernité des services publics aujourd'hui.

GIAT

Le tribunal de VERSAILLES saisi par les syndicats de GIAT Industries contraint la direction de surseoir à la mise en oeuvre du plan GIAT 2006 en la soumettant à une contrainte financière de



30000 par infraction constatée. "La CGT appelle l'ensemble des salariés, conforté par cette décision de justice, à poursuivre la lutte pour le retrait de ce plan assassin et imposer d'autres choix plus conformes à leurs aspirations

et aux besoins de notre pays pour assurer la défense du territoire et des citoyens, son indépendance et sa souveraineté."

Fortech

Dans une déclaration rendue publique, le syndicat cgt de l'entreprise considère l'annonce de la suppression de 158 à Pamiers, inacceptable et un nouveau coup dur pour l'emploi et l'avenir de l'entreprise. L'installation d'une nouvelle presse devait non seulement pérenniser le site mais créer des emplois et contribuer au développement de l'entreprise et de son territoire. Ce sont les choix de rentabilité du groupe que veut imposer la Direction. De nombreuses initiatives d'action sont engagées par la cgt avec les salariés depuis la rentrée.

9^{ème} conférence régionale: tribune de discussion

les contributions publiées sont issues des débats de la préparation



A l'Ud 65 nous avons engagé une dynamique de mobilisation convergente pour le " développement industriel et social ".

Cette prise d'initiative est nécessaire, indispensable. Elle correspond à une véritable attente chez les syndiqués, les salariés.

Il faut dire que notre département est confronté à une vague de plans de casse et de restructuration de l'emploi sans précédent : Giat, Alsthom, Péchiney, Socata, Microcast... Auxquels s'ajoutent les conséquences pour les commerces, les services (en plus des logiques propres de la libéralisation des services publics).

Au fond c'est le département des Hautes-Pyrénées qui est menacé dans, son identité, son devenir.

Du combat quotidien ...aux mouvements convergents!

par Julien RUIZ

Responsable du Groupe de travail développement industriel et social de l'Ud 65

Désertification, abandons, précarisation, paupérisation souffrances...voilà le programme mis en œuvre par le MEDEF et RAFFA-RIN.

La riposte convergente est donc à l'ordre du jour. En engageant cette dynamique nous avons mis l'accent et porté notre réflexion sur deux aspects fondamentaux.

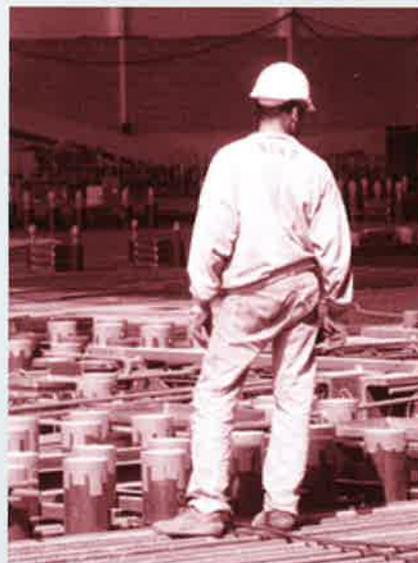
■ **l'enjeu est majeur.** Il s'agit tout simplement de contrecarrer cette nouvelle phase du libéralisme (et ses traductions concrètes en Hautes-Pyrénées) et de faire émerger d'autres choix industriels fondamentaux.

Ce qui est donc posé, ce n'est pas simplement de riposter ponctuellement aux mauvais coups qui nous assaillent, mais plutôt de construire un mouvement de fond, durable, enraciné dans la réalité de nos entreprises. Un mouvement capable de porter en permanence autant la contestation que nos propositions et cela dans une dimension convergente (au niveau des bassins d'emplois, départements, région...)

On mesure combien cela exige de capacité d'initiative, de capacité

de débat. Les progrès que nous réaliserons dans ce processus seront fonction de notre capacité à démultiplier le nombre de syndiqués, de nouvelles bases, de notre capacité à faire en sorte que l'ensemble des syndiqués soient " acteurs " vraiment.

Dans cette bataille pour l'emploi industriel, notre effort premier a donc été de favoriser les comptes rendus et discussions dans les directions des syndicats avec tous



pour un développement industriel et social

des questions qui font débat !



les syndiqués. Des premiers résultats sont encourageants. Il reste à donner à cet effort la permanence et l'élargissement nécessaire. L'essentiel de l'effort est devant nous.

■ La deuxième question est celle de l'émergence et du contenu des convergences. Autant il y a une vraie aspiration à un grand " tous ensemble ", autant il est clair qu'il n'y a aucune spontanéité en la matière. Les luttes convergentes ne procèdent ni d'une mécanique naturelle, ni de recette miracle. (le mouvement de mai/juin a révélé de ce point de vue nos progrès, mais aussi nos limites). Elles ne se décrètent pas mais se construisent.

Dans notre initiative il nous semble donc nécessaire de ne surtout pas en rester à l'addition de mécontentements, de luttes, de revendications juxtaposées les unes aux autres, mais bien au-delà de bâtir à partir de nos réalités, une cohérence autant dans le contenu de la riposte que des propositions alternatives de la Cgt.

Partir de nos entreprises, construire des initiatives, des propositions en les inscrivant dans une vision commune de notre mobilisation,

tel est le défi. Là encore tout reste à faire. Mais c'est dans cet état d'esprit, je crois que nous devons avancer. Cela nécessite un travail de nos directions syndicales quelque peu différent, faisant beaucoup plus appel à des rencontres, échanges entre syndicats d'un même territoire.

À partir de cette réflexion et de ce travail commun, nous avons avancé trois axes de propositions et de mobilisations en les articulant à celles de nos différentes entreprises.

■ Agir pour une nouvelle place du salarié, du citoyen dans l'entreprise et la société : la SSP et le nouveau statut du salarié.

■ Dégager nos entreprises de l'emprise des critères de gestion libérale et agir pour une nouvelle conception de l'économie qui privilégie l'emploi, la formation, la réponse aux besoins.

■ Agir pour de véritables avancées de démocratie dans l'entreprise, dans la société : droits nouveaux des salariés, des citoyens, de leurs représentants.

Cette capacité à mettre en débat et à argumenter sur nos proposi-

tions, sur d'autres choix politiques est indispensable. Tant il est vrai qu'il est de notre responsabilité d'affronter, de lever les verrous idéologiques qui bloquent le mouvement social. Personne d'autre dans le paysage syndical ne fera cet effort à notre place.

Mais nous avons aussi dans cette bataille pour le développement industriel et social la responsabilité importante de travailler à une dynamique unitaire et de réussir aussi la dynamique interprofessionnelle en faisant notamment en sorte que nous rencontrions les salariés des PME/PMI, là où le syndicalisme à encore beaucoup de difficultés à construire.

À ce jour, beaucoup a été fait : un journal quatre pages élaboré avec l'ensemble des syndicats des grandes et moyennes entreprises soumises à restructuration, distribué à 15 000 exemplaires vers les déserts syndicaux, à notre initiative une rencontre avec toutes les Ud (Cgt- Cfdt - Fo - Cftc - Unsa - Cgc - Fsu) suivie d'une conférence de presse commune et un tract pour appeler à une manifestation le 25 octobre 2003 à 10h.

Plusieurs appels unitaires sont réalisés (ou en cours) dans les entreprises (Giat, Péchiney, Alstom, Socata, SCT...) pour la manifestation du 25-10.

Cette journée sera, je n'en doute pas, un premier succès. Mais surtout pas une fin en soi, plutôt une étape nouvelle vers le syndicalisme convergent, rassemblé que nous souhaitons tous.

Il nous faudra être audacieux et persévérant dans cette démarche.

construire des solidarités en région

diversité de situations, d'expériences mais objectifs communs sur le territoire régional !

syndicat d'un groupe régional

Lionel PASTRE
Délégué Central CGT

CASTRES, ville du Sud du département du Tarn, est connue pour être la patrie de Jean Jaurès, mais, aujourd'hui, ce sont les laboratoires Pierre Fabre qui font sa renommée. Pierre Fabre invente, dans sa pharmacie du centre ville, le " Cyclo 3 " (produit pour l'insuffisance veineuse) au début des années 1960. Le petit pharmacien est devenu depuis le PDG du 2ème laboratoire indépendant français. Présent dans 130 pays, il emploie plus de 9.000 salariés (dont 2.500 à l'International) dans ses 2 principales activités : la pharmacie et la dermocosmétique. Mais sa position est surtout locale,



départementale et régionale avec près de 2500 emplois à Castres, 3800 dans le Tarn et 4500 dans Midi-Pyrénées. En parallèle, un syndicat CGT s'est développé en 1973 et compte aujourd'hui 43 syndicats, dont 13 sur Castres, 2 de plus pour le Tarn (15), 2 de plus pour Midi-Pyrénées (17) et le reste sur la France, ce qui ne représente que 0,7% de salariés syndiqués à la CGT (chiffre qui nous place néanmoins à la deuxième place avec 17,5% de syndiqués ...).

Plusieurs questions se posent donc. Comment se fait-il que nous ne soyons pas en mesure de réussir à augmenter notre nombre de syndiqués ? Manque de dialogue ? Sûrement. Manque de volonté ? Non. Manque de moyens ? Peut-être. Comment faire pour répondre à toutes ces interrogations ? Tout d'abord, nous nous appuyons énormément sur l'UL de Castres. Pour

nous, aujourd'hui, il est inconcevable de ne pas profiter de cette " machine ", faite de rencontres, d'expériences, de savoir faire ... et qui est surtout une évidence que " l'interpro " doit fonctionner. Il faut reconnaître que les premiers résultats se sont faits ressentir lors des élections prud'homales de décembre dernier, puisqu'en industrie, les résultats furent excellents. Nous allons également nous appuyer sur l'UD81 à d'Albi, toujours dans le cadre de " l'interpro ". Et enfin, il nous paraît très important que le Comité Régional serve de relais entre les " petits syndicats " et les UL ou UD.

Par contre, en conclusion, les syndiqués, au sein de l'entreprise, bénéficieront de l'expérience, du savoir-faire et des aides des UL, UD ou du Comité Régional, mais ces dernières ne devront en aucun cas se substituer aux syndiqués sur le terrain.

Lot : assises départementales des services

Le désengagement progressif de l'Etat pour des services et des entreprises publiques handicape lourdement l'avenir de notre département rural où ils sont le maillon essen-

tiel à l'organisation de la vie des populations.

Les services publics représentent un outil indispensable pour assurer la cohésion sociale et territoriale et

permettre un renforcement des solidarités nationales. La nouvelle étape de décentralisation ne correspond ni à une amélioration, ni à un rapprochement des services publics des usagers. (suite page 8)

tribune de discussion (suite)

des services publics modernes pour répondre aux besoins



..../...Elle n'est que l'application des exigences du patronat pour réaliser sur ces prestations des bénéfiques que paieront (par le biais des impôts locaux ou en paiement direct) les citoyens et qui ne profiteront qu'à une poignée d'actionnaires.

La conception de service « au » public prôné par le gouvernement et certains élus lotois ne pourra pas satisfaire les besoins indispensables pour la vie de chacun, pour l'emploi, pour le développement économique et l'aménagement du territoire. Face à ces mutations, les syndicats des cheminots, d'EDF GDF et de la poste du Lot ont chacun organisé des débats publics. Au-delà du constat un même mot d'ordre est venu très fort : agir avec l'ensemble

des services publics

C'est la raison pour laquelle, l'UD CGT du Lot a rencontré début septembre 2003 les UD FO, CFDT, ainsi que les secrétaires généraux de la FSU et de l'UNSA.

Suite à ce premier contact une nouvelle réunion s'est tenue le 30 septembre avec l'ensemble des secrétaires généraux de chaque entreprise publique et certaines entreprises du privé. Plusieurs décisions ont été prises :

- tenue d'un débat public le 28 novembre 2003 à Cahors avec la participation des élus, des directeurs d'entreprises, des citoyens, des associations etc...

- distribution d'environ 900 tracts aux élus du Lot lors de leur congrès

départemental le 5 octobre (la CFDT s'est retirée au dernier moment de cette action, jugeant le contenu du tract trop politique !!!)

- mise en place d'un collectif unitaire pour l'organisation du débat public

- conférence de presse quelques jours avant le débat

- initiatives publiques des camarades de la Poste, de France-Télécom, d'EDF-GDF avec pétitions à l'appui.

Pour terminer, plusieurs thèmes seront abordés lors du débat afin d'élaborer à l'issue de celui-ci une alternative à la privatisation progressive des services publics.

Jean-Claude SAUVIER
UD CGT LOT

syndicalisme et territoires

L'évolution de nos territoires est importante et rapide. La mise en place des pays par la loi Voynet pose des questions nouvelles à la cgt. Le pays est défini comme un espace de projets communs, économiques et d'organisation des services publics *pertinents*. Cette nouvelle phase de l'aménagement du territoire interpelle les pratiques syndicales du fait de la place et du rôle nouveau des territoires, dans la réponse aux besoins des salariés, de la population. elle nous oblige à une nouvelle manière de travailler et de coopérer dans la cgt. Ainsi, le Pays

du Val d'Adour touche 3 départements (dont les deux nôtres et les Pyrénées Atlantiques) et deux régions. Comment travailler ensemble pour faire prévaloir de nouveaux droits des salariés. En effet ce n'est que l'action conjointe de nos deux UD qui a permis de faire admettre un collègue de salarié à part entière dans le conseil de développement vaguement identifié jusqu'alors comme appartenant à la "société civile". Avec les représentants de la cgt désignés dans ces nouvelles instances, la question se posait de savoir comment y rendre utile notre présence. Instrument institutionnel, outil au service de la démarche revendicative et des luttes? Quels projets de développement porter?

C'est donc toute une démarche de mise en mouvement des syndiqués présents sur le pays que nous avons travaillé au service du syndicalisme de proximité. Cela n'a pas été sans effet sur notre résultat aux élections prud'homales dans le Gers. Depuis 3 nouveaux syndicats ont été créés dans cette partie du département, dans 3 grosses PME. Ainsi la cgt du Gers s'est renforcée de 39 adhérents nouveaux donnant une réalité au déploiement de la cgt à tel point que l'UD32 envisage la création d'un collectif de zone incluant syndicats du public comme du privé.

JM AUTHIE
Secrétaire général UD32
JL AMBROSINI
Secrétaire général UD65

Elections dans la santé...

la cgt, première organisation en Midi-Pyrénées!

Les élections aux commissions administratives départementales se sont déroulées le 21 octobre 2003. En Midi-Pyrénées **28391** électeurs et électrices étaient inscrits. **18068** se sont exprimés. **66.36%** ont participé au vote. Dans 7 départements sur 8, avec des différences, le taux de participation au vote est de 78% à 50.98%.

La cgt est largement en tête dans tous les départements loin devant les autres organisations syndicales, elle obtient plus de 50% des suffrages sauf dans l'Aveyron où elle devient cependant la première organisation syndicale confortant ainsi le résultat obtenu dans

ce département aux élections prud'homales. En Haute-Garonne elle est à 49,60%. Son meilleur score est dans le Gers avec 61.5%.

Avec ces résultats, la cgt en Midi-Pyrénées en confortant sa place de première organisation syndicale enregistre un progrès de **+6.5%**. Les militants-es de la santé qui ont oeuvré pour ce résultat ont toutes les raisons d'être satisfaits. Il traduit une confiance renouvelée dans le syndicalisme que nous déployons. Chacun-e tirera les enseignements de ces élections à partir des réalités de chaque établissement cependant, notons qu'au CHU de Toulouse ,



avec une participation au vote, certes, inférieure à 50% et qui interpelle, la cgt enregistre un score de 57,64% et progresse de 3,62% sur un électorat de 8787 inscrits.

Dans un communiqué la fédération cgt santé en se félicitant de ce résultat indique " *tout cela nous conforte.../...d'être à l'offensive pour gagner des avancées sociales indispensables à la reconquête d'un service public de santé et d'action sociale de quali-*

les résultats de la cgt

Départements	Inscrits	Vot	Ex	CGT	CFDT	FO	SUD
ARIEGE	1882	1390	1327	781 58.85% +2.24%	3 0.23%	543 40.92%	
AVEYRON	3032	2306	2190	558 25.5% +7.60%	518 23.65%	818 37.35%	293 13.98%
HTE-GARONNE	11 384	6056	5804	2879 49.60% +1.27%	1027 17.69%	1156 19.92%	597 10.29%
GERS	2382	1843	1775	1092 61.52% +10%	310 17.46%	373 21.01%	
LOT	1563	1169	1103 52.77%	582 20.94% +4.95%	231 23.21%	256	
HTE-PYRENEES	3875	2881	2775	1408 50.7% +3.5%	819 29.50%	489 17.60%	
TARN	2270	1692	1646	983 59.72% +10%	340 20.66%	289 17.56%	
TARN-GARONNE	2003	1505	1448	822 56.77% +3.77%	304 20.99%	287 19.82%	
TOTAL	28391	18842	18068	9105 50.39% +6.59%	3552 19.65%	4211 23.30%	890 4.9%

Travailleurs handicapés!



déclaration annuelle des emplois occupés par les travailleurs handicapés

Par décret paru le 16/09/2003, le gouvernement vient d'offrir au patronnat français un cadeau digne de l'année européenne des travailleurs handicapés en privant les comités d'entreprises du seul moyen de contrôle réel qu'ils avaient sur la véracité du contenu de la déclaration annuelle d'emploi des travailleurs handicapés, en excluant des informations fournies, la liste des bénéficiaires.

Alors que devant leur refus, les employeurs se voyaient condamnés au fond par les tribunaux, à fournir dans son intégralité la déclaration annuelle; alors que ces tribunaux réaffirmaient dans le même temps, le rôle majeur du

CE en matière d'emploi et d'insertion des travailleurs handicapés, l'état a décidé de venir au secours des entreprises en mauvaise posture devant la justice en modifiant les règles du jeu.

Ce décret en renforçant l'opacité sur la réalité de l'emploi des travailleurs handicapés, en privant de tout contrôle les comités d'entreprises qui étaient les seuls à pouvoir le réaliser, aboutit à

un formidable encouragement à la dissimulation, aux déclarations les plus fantaisistes et surtout à la poursuite de la délinquance existante en matière de déclaration.

C'est un mauvais coup pour la démocratie, c'est un recul du

nécessaire dialogue à encourager dans l'entreprise entre les partenaires sociaux à partir des éléments de base de tout travail sur l'emploi des travailleurs handicapés y compris en matière d'accord d'entreprise. C'est enfin, un formidable démenti des discours officiels sur la place des travailleurs handicapés dans l'emploi ordinaire.

Nous ne pouvons que condamner de telles méthodes et de tels objectifs et demander l'annulation pure et simple de ce décret.

En Midi-Pyrénées cela doit nous inciter à développer notre activité "syndicalisme et handicap" au travers des outils dont nous disposons dans le cadre de la convention régionale CGT-AGEPHIP ■

le gouvernement tranche en faveur du patronnat

27 novembre 2003-8h30

A l'initiative des syndicats cgt,cftc,cgc, g10-solidaires de Midi-Pyrénées, de la mgts et du syndicat national professionnel des médecins du travail (SNPMT)

EVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS : COMMENT TRAVAILLER ENSEMBLE ?

lieu: mgts 70 bld matabiau Toulouse

forum santé-travail

carnet noir

Raymond DELAGRANGE

ancien secrétaire général de l'union départementale de l'Ariège vient de décéder des suites d'une maladie cruelle et douloureuse. Les hommages furent nombreux tant le militant a profondément imprégné l'histoire de la cgt du département. Homme de coeur mais aussi de convictions profondes et d'un attachement sans faille à son organisation syndicale, il n'a laissé personne indifférent. Le comité régional dont il a été un dirigeant s'est associé à la tristesse des militants de l'Ariège et a adressé un message de condoléances à sa famille.

soirée fraternelle Conférence régionale

Les délégués de la 9ème Conférence régionale se retrouveront autour d'un repas fraternel le jeudi 20 novembre qui sera animé par le groupe musical de l'Aveyron

LES MENESTRELS

● **Sommet**

Les présidents Chirac et Aznar se retrouvent ce 6 novembre 2003 pour un sommet Franco-Espagnol à Carcassonne. A l'initiative de la cgt de l'Aude, les organisations syndicales du département appelaient à un rassemblement à 11h. Les salariés de GIAT de Midi-Pyrénées (300 de Tarbes et 100 de Toulouse) en lutte depuis des mois pour l'emploi ont décidé de participer à ce rassemblement.

● **irt**

Le premier stage de l'institut du travail se tient du 4 au 7 novembre 2003 à la demande du Comité régional cgt et s'adresse aux militants de l'aéronautique. Il s'agit d'un stage de communication. L'objectif n'est pas que les militants de la cgt deviennent des professionnels de la communication mais d'utiliser mieux les outils au service d'une démarche de reconquête syndicale. Le prochain stage aura lieu au cours du 1er semestre 2004, le thème restant à définir.

● **gers**

Le ministre de Robien est présent dans le département le 6 novembre à l'occasion de l'assemblée des maires, toutes les organisations syndicales (cgt, fo, cfdt, sud, unsa, fsu) du département appellent à se mobiliser et à se rassembler ce même jour.

